

## La politique allemande face à la guerre en Ukraine vue du Royaume-Uni

Trouille, Jean-Marc ; Trouille, Helen

### Allemagne d'aujourd'hui

Published: 31/03/2023

Peer reviewed version

[Cyswllt i'r cyhoeddiad / Link to publication](#)

*Dyfyniad o'r fersiwn a gyhoeddwyd / Citation for published version (APA):*

Trouille, J.-M., & Trouille, H. (2023). La politique allemande face à la guerre en Ukraine vue du Royaume-Uni. *Allemagne d'aujourd'hui*.

#### **Hawliau Cyffredinol / General rights**

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

#### **Take down policy**

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



## La politique allemande face à la guerre en Ukraine vue du Royaume-Uni

La guerre en Europe orientale offre, outre-Manche, un tableau pour le moins contrasté entre, d'une part, un soutien britannique à l'Ukraine apparemment sans faille, inscrit dans la durée contre l'agresseur russe, et d'autre part, de graves compromissions avec la Russie, frisant la haute trahison au plus haut niveau politique du pays. Ces paradoxes s'entrecroisent au cœur des turbulences générées par le référendum de sortie de l'Union Européenne (UE), dans le contexte de politiques populistes menées depuis avec consistance par quatre gouvernements conservateurs successifs, qui n'ont rien fait pour empêcher des ingérences russes répétées dans la politique britannique, et semblent parfois même les avoir facilitées.

L'engagement de Londres en faveur de l'Ukraine s'est certes montré très fort. Il a constitué avant tout l'occasion de reconfirmer, s'il en était besoin, la convergence des intérêts stratégiques et de défense communs au Royaume-Uni et aux autres puissances occidentales, alors que celui-ci venait de quitter l'Union Européenne et que Boris Johnson cherchait à distancier son pays le plus possible du continent. Qu'il s'agisse de refuser toute forme d'intégration au sein du Marché Intérieur ou à l'Union douanière, de se retirer des coopérations scientifiques (Horizon Europe, Galileo), de rejeter toute participation britannique aux échanges universitaires (Erasmus+), ou de mettre fin à la liberté de mouvement des citoyens britanniques et européens entre l'UE et le Royaume-Uni, le *modus operandi* consistait à rompre systématiquement les liens qui reliaient le Royaume au reste de l'Europe. Toutefois, même les plus ardents Brexitistes ne pouvaient ignorer que la géographie, la géopolitique, l'OTAN, et les intérêts de défense partagés avec les anciens partenaires européens, demeuraient les fondamentaux de toute analyse stratégique. Aucun recadrage ne pouvait être envisagé hors

\* Professeur Jean Monnet en intégration économique européenne à l'École de Management de l'Université de Bradford au Royaume-Uni. Ses intérêts de recherche portent sur les relations économiques franco-allemandes, les politiques européennes, et plus récemment, sur les questions de développement et d'intégration régionale en Afrique dans une perspective comparative. Il dirige depuis 2016 le Réseau Jean Monnet « The European Union, Africa and China in the Global Age » (EU-EAC) et est directeur du Centre d'Excellence Jean Monnet « The EU and Regional Integration in the EAC ». [j.m.l.trouille@bradford.ac.uk](mailto:j.m.l.trouille@bradford.ac.uk).

\*\* Maître de Conférences à Bangor University au Pays de Galles, Royaume-Uni, juriste et interprète. Elle détient un doctorat en procédures pénales comparatives. Ses publications portent sur les rapports entre la justice et les affaires et les réformes du système judiciaire. Ses recherches actuelles concernent le droit pénal international, l'accès à la justice et la réconciliation dans les États sortant d'un conflit. [h.trouille@bangor.ac.uk](mailto:h.trouille@bangor.ac.uk).

de ces impératifs. Aussi dès le début de la guerre d'agression lancée le 24 février 2022 par Vladimir Poutine contre l'Ukraine, le Royaume-Uni s'est résolument engagé à soutenir l'Ukraine au moyen d'une assistance militaire, logistique et financière substantielle, témoignant du même coup d'une solidarité atlantiste irréprochable. Très populaire au sein de grand public, cet engagement résolu en faveur de l'Ukraine a bénéficié à Boris Johnson à un moment où sa popularité se dégradait fortement à la suite de nombreuses affaires aussi embarrassantes que mal gérées<sup>1</sup>.

Dans un même temps, les médias fidèles à Boris Johnson n'hésitaient pas à critiquer les anciens partenaires européens et l'UE, quitte à s'accorder quelques libertés dans leurs comparaisons des efforts fournis de part et d'autre pour soutenir l'Ukraine. Comme à l'accoutumée, qu'il s'agisse du *Daily Telegraph*, du *Sun*, du *Daily Mail* ou du *Daily Express*, tous parmi les quotidiens les plus lus du Royaume, le dénigrement de la France, de l'Allemagne et de l'Europe allait bon train. La politique de la porte entr'ouverte, poursuivie en France par Emmanuel Macron, soucieux de « ne pas humilier la Russie », et, plus récemment de « ne pas écraser la Russie », mais davantage encore, l'approche allemande, faisaient l'objet de vives critiques. Les médias d'outre-Manche s'attachaient à souligner la dépendance énergétique de l'Allemagne vis-à-vis de Moscou, oubliant, peu de temps après, de mentionner la rapidité et l'efficacité avec laquelle celle-ci a été résolue par Berlin. Les tergiversations allemandes sur l'aide militaire à l'Ukraine étaient également vivement critiquées dans les médias d'outre-Manche. Bien peu d'attention était portée au fait que l'Allemagne se trouvait confrontée à un dilemme existentiel, se voyant forcée de reconsidérer les leçons de ces 80 dernières années pour fournir des armements lourds à l'Ukraine et constituer une défense solide. La fourniture de ces armements, notamment des chars Leopard, n'était pas une décision aisée à prendre pour un pays qui avait depuis longtemps subordonné sa défense aux États-Unis et à l'OTAN. Loin d'être négligeable, l'aide financière allemande de 2,34 milliards d'euros<sup>2</sup> apportée à l'Ukraine en termes d'assistance militaire arrive en troisième position après les États-Unis et le Royaume-Uni, et est la plus substantielle de tous les pays membres de l'UE.

L'accueil sans précédent de l'Allemagne aux réfugiés ukrainiens, nettement plus nombreux que ceux accueillis en Grande-Bretagne, n'a pas non plus reçu l'attention méritée. Il importait avant tout de montrer au grand public la force et la détermination britannique dans l'engagement pour l'Ukraine, face à une Europe présentée comme faible et indécise. Seule la frange sérieuse des médias britanniques offrait une analyse équilibrée de la politique poursuivie par l'Allemagne face à l'agression russe contre l'Ukraine. Commentant la récente Conférence de Munich sur la Sécurité, les 17-19 février 2023, le *Financial Times* et le *Guardian* se sont attachés à souligner que les critiques considérables exprimées à l'encontre de l'Allemagne étaient souvent loin d'être justifiées. Le langage utilisé par Olaf Scholz, qualifiant l'assaut russe contre l'indépendance de l'Ukraine de « guerre d'agression impérialiste » ne laissait pas la moindre équivoque sur l'analyse allemande du conflit. En dépit d'hésitations sur la

1. Le point culminant qui a provoqué la révolte de son parti et provoqué le fin de son mandat de premier ministre étant la nomination de Chris Pincher au poste « the Chief Whip », tout en sachant que ce dernier était impliqué dans un bon nombre d'affaires de harcèlement sexuel. Voir Rowena Mason, « Chris Pincher : a timeline of allegations and investigations », *The Guardian*, 04.07.2022 : <https://www.theguardian.com/politics/2022/jul/04/chris-pincher-a-timeline-of-allegations-and-investigations>.

2. Jusqu'à novembre 2022.

fourniture de certains armements lourds, les efforts de l'Allemagne méritaient d'être salués comme une œuvre certes inachevée, mais bien engagée<sup>3</sup>.

La guerre en Ukraine allait de surcroît, tout comme la crise du Covid, tomber à point pour faire croire aux Britanniques que les immenses dégâts collatéraux occasionnés par le Brexit sur l'économie du pays n'auraient absolument rien à voir avec les conséquences du référendum de 2016. Le conflit russo-ukrainien prenait ainsi le relais du Covid pour expliquer la baisse du niveau de vie et tous les autres maux qui accablent la société britannique. Ce contexte n'a pas empêché de très nombreuses familles d'ouvrir généreusement leurs portes à des familles de réfugiés ukrainiens, manifestant une profonde solidarité de la population britannique à leur égard, tout aussi marquée qu'en Allemagne ou en Pologne. Les réfugiés ukrainiens désireux de se rendre en Grande-Bretagne furent d'abord confrontés à de nombreux obstacles bureaucratiques imposés par le *Home Office*<sup>4</sup> pour obtenir un visa d'entrée. C'est la forte pression du public britannique qui l'obligea à revoir, et à sérieusement assouplir, ses règles d'entrée pour les familles ukrainiennes. En comparaison, la République d'Irlande avait déjà accueilli plusieurs dizaines de milliers d'Ukrainiens sans visa avant même que le premier Ukrainien n'arrive au Royaume-Uni.

C'est ainsi que la solidarité affichée de Londres pour la cause ukrainienne se laisse largement expliquer par des considérations de politique intérieure : détourner l'attention des problèmes causés par le Brexit tout en trouvant un bouc émissaire à l'extérieur, en l'occurrence la guerre, et redorer le blason de Boris Johnson, terni par de graves compromissions et une multitude d'affaires de corruption et de mensonges. Mais l'engagement de Londres pour l'Ukraine doit aussi être relativisé pour des raisons antérieures à la politique du moment. Cet engagement demeure teinté d'une ambiguïté fort embarrassante pour les responsables politiques, au vu de l'influence exercée depuis près de deux décennies par Vladimir Poutine sur les questions intérieures britanniques.

En effet, le référendum de juin 2016 sur la sortie du Royaume-Uni de l'Europe avait été activement soutenu dans l'ombre par Moscou, au moyen d'un financement occulte substantiel au vote « *Leave* » fourni par des intermédiaires, notamment l'homme d'affaires britannique Aaron Banks. Un rapport du Comité du Renseignement et de la Sécurité du Parlement de Westminster sur les interférences russes dans la politique britannique, le fameux « *Russia Report*<sup>5</sup> », complété en mars 2019, mais rendu public seulement en juillet 2020 après que Boris Johnson en ait bloqué la diffusion le plus longtemps possible, révélait tout un catalogue d'ingérences dans le système politique, électoral et référendaire, incluant espionnage, piratage<sup>6</sup>, assassinats, tentatives d'empoisonnement, et autres activités criminelles et anti-démocratiques à l'encontre du pays. Ce rapport explosif concluait que l'influence russe au Royaume-Uni était devenue « la nouvelle normalité », que cette situation avait été sérieusement sous-estimée par chacun des gouvernements conservateurs de ces treize dernières années, et, plus grave encore, que rien n'avait été entrepris pour remédier à cette

3. *Germany's bold policy shift remains a work in progress*, Editorial Board Opinion, Financial Times, 17.02.2023.

4. Équivalent du ministère de l'Intérieur.

5. [https://isc.independent.gov.uk/wp-content/uploads/2021/03/CCS207\\_CCS0221966010-001\\_Russia-Report-v02-Web\\_Accessible.pdf](https://isc.independent.gov.uk/wp-content/uploads/2021/03/CCS207_CCS0221966010-001_Russia-Report-v02-Web_Accessible.pdf)

6. Comme celui, pendant presque un an, de Liz Truss, membre du gouvernement et brièvement premier ministre pendant l'automne 2022.

situation. Mais au-delà de ce que révèle le rapport, il y a sans doute encore pire : les faits semblent trop souvent indiquer un soutien actif des Tories à la mise en place du système des oligarques russes de Londres. Les « *golden visas* », vendus aux oligarques et autres citoyens russes fortunés pour qu'ils aient accès aux avantages offerts par « *Londograd* » en termes financiers et de qualité de vie, les très généreux donateurs russes aux caisses du Parti conservateur, les relations qu'entretient Boris Johnson avec Alexander Lebedev, ancien espion du KGB qui, en 1999, avait aidé Vladimir Poutine à accéder au pouvoir, ainsi qu'avec son fils, Edveni Lebedev, nommé par Johnson lui-même à la Chambre des Lords : tout semble indiquer non seulement complaisance et désinvolture, mais aussi un certain degré de connivence du Parti Tory avec les influenceurs russes à Londres, doublé du silence assourdissant de médias pour la plupart complices.

Cette relation particulière entre Boris Johnson et le clan des Lebedev est troublante à maints égards. Le 28 avril 2018, Johnson, alors ministre des Affaires extérieures, quittait un important meeting de l'OTAN à Bruxelles sur la sécurité au cours duquel une réponse commune à l'attaque chimique de Salisbury par des agents russes avait été discutée. Johnson se rendit seul en Italie, sans être accompagné d'aucun représentant officiel ni de son garde du corps, pour y rencontrer l'ancien agent du KGB dans une villa de luxe perchée sur une colline de Toscane non loin de Pérouse, propriété du fils de Lebedev, Evgueny Lebedev. Nul autre que Johnson et Lebedev ne sait ce qui s'est dit au cours de cette rencontre<sup>7</sup>. Le lendemain, Johnson, fatigué et dépenaillé, était reconnu par des touristes à l'aéroport San Francesco d'Assisi. Est-il crédible qu'Alexander Lebedev ne soit qu'un ancien du KGB, et non un membre à part entière, sachant qu'il évolue au plus haut niveau des cercles politiques gouvernementaux d'un pays considéré par Poutine comme pays ennemi, et sachant que le KGB est plus qu'une simple agence de renseignement ? Quelques mois plus tard, en décembre 2019, Johnson célébrait sa victoire électorale à la résidence londonienne privée d'Alexander Lebedev. Imaginerait-on Olaf Scholz ou Emmanuel Macron célébrer leur victoire électorale chez un proche de Poutine à Berlin ou Paris ? La liste de compromissions est longue, et le paradoxe est troublant entre, d'une part, une relation russo-britannique devenue politiquement incestueuse, et d'autre part un engagement britannique fort en Ukraine. Comment avait-on pu en arriver à une telle situation ?

Le système mis en place par les premiers ministres successifs de ces quinze dernières années autour de l'attractivité de Londres comme place financière internationale allait se révéler, avec le Brexit, l'un des échecs politiques britanniques les plus marquants depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'un après l'autre, David Cameron, Theresa May, puis Boris Johnson avaient facilité, et même accueilli à bras ouverts le flot d'argent et d'influence russe dans la capitale britannique. Dès mars 2011, David Cameron prit l'initiative d'ouvrir à tout citoyen russe disposant d'au moins 10 millions de livres de capital et souhaitant venir s'installer à Londres les *golden visas*, système introduit avant lui par le parti travailliste pour attirer les capitaux étrangers vers la

7. De nombreuses tentatives furent faites pour établir si Johnson s'était trouvé seul avec Lebedev et, si oui, quel fut le contenu de leur conversation. Johnson fut questionné par le Comité de liaison parlementaire le 6 juillet 2022, mais ce dernier demeura systématiquement évasif sur ce point crucial, se contentant de répondre aux questions pressantes du Comité : « Pour autant que je sache, aucun sujet ayant trait au gouvernement n'a été discuté. » Voir : <https://www.itv.com/news/2022-07-06/pm-admits-to-meeting-ex-kgb-officer-without-officials-when-foreign-secretary>. Ainsi que : <https://www.theguardian.com/politics/2022/jul/26/boris-johnson-says-2018-lebedev-visit-was-in-line-with-security-protocols>.

City. Son chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances) George Osborne avait même fini par travailler pour le fils d'un oligarque russe de Londres, avant d'être engagé par une firme d'investissement créée par un autre oligarque. Ce système de *Londongrad*, ou de *Moscou-sur-Tamise*, allait faire de Londres la plaque tournante mondiale du blanchiment d'argent, une ville prête à dérouler le tapis rouge à nombre d'oligarques russes aux fortunes acquises frauduleusement par les privatisations réalisées à l'époque de Boris Eltsine. L'une des motivations du Brexit pour bon nombre de Tories était d'ailleurs de s'assurer, par la sortie du Royaume-Uni de l'UE, que les réglementations européennes en matière de blanchiment d'argent sale ne remettraient pas en cause ce système de *Londongrad*, lucratif tant pour Vladimir Poutine que pour de nombreux membres du Parti Tory.

Quant à Poutine, le Brexit faisait pour lui partie intégrante de la politique extérieure de la Russie : diviser l'Europe et déstabiliser le Royaume-Uni tout en jouant, par le biais d'oligarques dédiés à sa cause, la carte de Londres comme refuge à sa réserve de guerre. Commentant le référendum sur le Brexit, son ancien ambassadeur à Londres, Alexander Yakovenko, de retour à Moscou, s'était exprimé dans des termes qui ne peuvent que glacer le sang : « Nous avons réussi à écraser les Britanniques. Ils sont à genoux. Ils ne s'en relèveront pas de sitôt !<sup>8</sup> » Et pourtant, tous les gouvernements qui se sont succédé depuis se sont systématiquement opposés à ce qu'une enquête soit menée sur les allégations d'ingérence russe dans le référendum de sortie de l'UE. Une plainte a été déposée à ce sujet par des membres du Parlement de Westminster représentant plusieurs partis politiques auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg. Le gouvernement britannique doit répondre à certaines « allégations crédibles » d'ingérence russe dans le référendum du Brexit avant le 26 avril 2023.

Pendant près de deux décennies, les gouvernements britanniques successifs avaient fermé les yeux sur ces milliards de fonds venus de Russie, issus de corruption et de criminalité, dissimulés à Londres à raison de 100 milliards de livres par an, qui ont largement contribué à maintenir Poutine en place au Kremlin, et devaient lui servir de caisse de guerre dans son grand projet de reconstituer les frontières de l'ancien empire soviétique. Nombre de grandes banques britanniques, comme la Lloyds Bank, Barclays ou HSBC, ou même allemandes comme la Deutsche Bank, ont transféré par milliards l'argent des oligarques, brouillant les cartes *via* des comptes bancaires situés dans des paradis fiscaux, ou par le biais de sociétés-écrans et autres compagnies offshore, et ce sans que les agences de contrôle, dépourvues de moyens, ne puissent enquêter sur ces pratiques douteuses. Ainsi, pas moins de 138 000 résidences anglaises et galloises sont la propriété de compagnies offshore pour une valeur totale de 55 milliards de livres<sup>9</sup>. Nul n'en connaît les véritables propriétaires. Au Royaume-Uni, la route de Moscou à Kiyv passe par Belgravia, quartier le plus huppé de Londres, doté de l'un des codes postaux les plus chers au monde. Par la City et son fameux *Londromat*, ou système de blanchiment. Et par les Îles Caïman, Îles Vierges et autre paradis fiscaux (souvent créés par la Grande-Bretagne) auxquels une armée

8. Luke Harding, *Shadow State : Murder, Mayhem, and Russia's Remaking of the West*, London, Guardian Faber Publishing, 2020.

9. Voir à ce sujet : <https://www.theguardian.com/uk-news/2022/nov/07/more-than-138000-properties-in-england-and-wales-owned-by-offshore-companies>.

de banquiers d'affaires et autres conseillers financiers de la City font régulièrement appel<sup>10</sup>. Ces sommes colossales sont le nerf de la guerre en Ukraine.

Est-il surprenant, dans de telles conditions, que la cleptocratie russe ait tant gagné en influence dans les cercles politiques de la capitale britannique ? Nombre d'entre eux étaient devenus citoyens britanniques dans les années qui suivirent leur arrivée à Londres, ce qui permit à un ministre de la Sécurité et ancien chef du Parti conservateur de déclarer en décembre 2019 qu'il n'y avait pas d'argent russe dans les caisses de son parti, puisque les multimillionnaires russes concernés avaient la citoyenneté britannique ! Les transferts de fonds russes vers Londres se sont poursuivis même après la tentative d'empoisonnement au gaz novichok perpétrée contre un ancien agent russe et sa fille, à Salisbury en 2018, et qui fit une victime. Pourtant, il s'agissait là effectivement, et pour la seconde fois<sup>11</sup>, de l'utilisation, par Poutine, d'une arme chimique en territoire britannique. Le message était clair : Poutine agissait comme bon lui semble, au mépris de toute norme internationale, tout en adressant une mise en garde aux oligarques qui pourraient être tentés de prendre leurs distances du Kremlin. Theresa May promit certes « une réponse robuste » à cette attaque, mais celle-ci resta sans suite. Sa mise en garde au Kremlin, « *We know what you are doing !*<sup>12</sup> » n'impressionna guère Poutine. Les généreuses donations continuaient à affluer dans les caisses du Parti Conservateur, permettant à des Russes proches du Kremlin d'avoir accès à des membres du gouvernement britannique. C'est ainsi que Lubov Chernukhin, l'épouse d'un ancien vice-ministre des finances de Poutine, a pu s'offrir le luxe d'une partie de tennis avec deux premiers ministres, Cameron et Johnson, et appartient à un Comité consultatif de donateurs au Parti conservateur qui rencontre régulièrement le Premier Ministre pour discuter de politique gouvernementale. Imaginerait-on des Britanniques résidant à Moscou qui tiendraient des meetings réguliers avec Poutine pour s'entretenir de questions de politique intérieure russe ? Il ne s'agit pourtant pas d'une exception : d'autres oligarques sont présents dans des conseils d'administration de plusieurs entreprises.

Mais le cas le plus surprenant est certainement celui d'Evgeny Lebedev, fils d'un oligarque russe ancien agent du KGB, qui reçut de Johnson en 2020 un titre de pair lui permettant de siéger à la Chambre des Lords sous le titre pompeux de « *Lord of Hampton and Siberia* ». Propriétaire au Royaume-Uni, du journal *Evening Standard*, Lebedev avait, il y a quelques années, soutenu la candidature de Johnson à la mairie de Londres. Loin d'avoir simplement fermé les yeux sur les agissements russes dans leur propre pays, Boris Johnson et ses prédécesseurs ont longtemps, par complaisance, négligence et appât du gain, facilité les tentatives de Poutine de déstabiliser les pays occidentaux. Au lieu de faire face à la menace russe, Cameron, May et Johnson ont accueilli à bras ouverts le flux d'argent et d'influence russe qui s'est établi à Londres.

À cette flagrante contradiction des positions britanniques s'ajoute, en toile de fond, une rivalité historique à l'égard de l'Allemagne et de la France qui, souvent, tourne à l'hostilité, une constante outre-Manche que le Brexit a fortement contribué à exacerber. Ainsi, les tentations de critiquer les positions, tantôt allemandes, tantôt françaises,

10. Renaud van Ruymbeke, *Offshore. Dans les coulisses édifiantes des paradis fiscaux*, Paris, Éd. Les liens qui libèrent, 2022.

11. La première fut celle, en novembre 2006, perpétrée contre Alexander Litvinenko, ancien officier du Service de Sécurité Russe et du KGB, empoisonné au Polonium-210.

12. « Nous savons ce que vous faites ! »

tantôt européennes à l'égard de la question ukrainienne ont été autant de tentatives de présenter le Royaume-Uni comme le pays européen le plus engagé aux côtés de Kyiv. Mais en dépit de ces apparences, on se doit de rester lucide. Plusieurs premiers ministres conservateurs et de nombreux membres de leurs gouvernements ont gravement compromis la sécurité de leur pays, par négligence autant que par cupidité. Leur promiscuité avec les agents corrompus d'une puissance hostile, dont le but affirmé est de déstabiliser les pays occidentaux et de détruire l'état de droit et nos valeurs démocratiques, a mené à des liaisons politiques dangereuses. Ces graves compromissions sont sources d'inquiétude à Washington comme à Bruxelles, Paris et Berlin. Elles ont entravé la mise en place et l'efficacité des sanctions occidentales contre la Russie. Certes, des sanctions britanniques furent décrétées à l'égard de nombreux oligarques russes, notamment contre l'homme d'affaires oligarque Roman Abramovich, le plus fortuné des oligarques russes, qui détiendrait une trentaine de sociétés *offshore* aux Îles Vierges Britanniques et à Aruba<sup>13</sup>. Abramovich s'empessa de vendre le club de football de Chelsea, dont il était le propriétaire, aussitôt après l'annonce des sanctions. Cependant, en mars 2022 le gouvernement accorda jusqu'à 30 mois aux oligarques pour vendre leurs propriétés cossues des quartiers de Belgravia, Knightsbridge, Westminster ou d'ailleurs. Bien sûr, quelques jours après le début de la guerre, on pouvait encore croire que celle-ci ne durerait jamais deux ans et demi. Les réticences du gouvernement britannique dans l'établissement des listes des personnalités visées par les sanctions ont permis à certains oligarques d'être curieusement épargnés. Tel est le cas d'Igor Chouvalov, ancien vice-premier ministre de Russie et dirigeant d'une banque russe. Sa fortune personnelle est estimée à 180 millions d'euros, et il posséderait deux appartements proches du Parlement d'une valeur de 13 millions d'euros<sup>14</sup>.

Un an après le début de la guerre en Ukraine, et trois ans après avoir quitté l'Union Européenne, le Royaume-Uni, est en bien mauvaise posture. Pris en tenaille par un parti conservateur devenu populiste et contrôlé par sa droite radicale, par l'adoption de politiques économiques ultra-libérales qui auraient choqué jusqu'à Margaret Thatcher, par les inévitables conséquences d'un Brexit dur infligé délibérément au pays, et par l'impossibilité des quatre derniers gouvernements britanniques de « faire fonctionner le Brexit », ce pays est devenu l'homme malade, voire le pauvre de l'Europe, si ce n'est la risée du monde. Alors que le niveau de vie du ménage britannique moyen se comparait à celui de l'Allemagne en 2016, on le compare désormais à celui de la Slovaquie. Quelques certitudes pourtant demeurent. La ligne adoptée à l'égard de la crise en Ukraine ne devrait pas être remise en cause par un prochain changement de gouvernement, qu'il soit conservateur (ce qui semble désormais extrêmement improbable) ou travailliste. Quant à l'hostilité pérenne vis-à-vis de l'Allemagne, de la France et de l'Union Européenne celle-ci devrait s'estomper dès lors que le pays pourra enfin se doter d'un gouvernement réaliste et responsable, qui œuvre véritablement pour une amélioration qualitative des relations qu'entretient la Grande-Bretagne avec le continent. C'est à cette condition que les portes de l'Europe pourront à nouveau se rouvrir progressivement au Royaume-Uni. C'est une question de temps. L'autre question en suspens est de savoir dans quel état de délabrement économique, social, politique et moral le Royaume-Uni se trouvera après trop d'années d'une gestion populiste calamiteuse.

13. Renaud van Ruymbeke (2022), *idem*.

14. Renaud van Ruymbeke (2022), *idem*.